



FÉDÉRATION
DES CHEMINOTS



AGISSONS ENCORE PLUS !

Depuis plusieurs semaines, la SNCF occupe le devant de la scène médiatique. L'affaire du Strasbourg – Port Bou n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Pas un jour ne se passe sans que le service public ferroviaire ne soit montré du doigt, pas un jour sans que les cheminots ne soient livrés à la vindicte populaire.

La Direction SNCF, au lieu de prendre la défense des cheminot(e)s, qui coûte que coûte, essayent de remplir les missions qui sont les leurs, en rajoute dans la provocation.

Tout ne serait qu'affaire de communication ! Pour cela, la Direction va doter les ASCT de la dernière technologie et surtout elle va leur apprendre à s'exprimer dans le cadre de situations perturbées.

Les usagers, quant à eux, lassés de nombreux retards, suppressions de trains, de ne pas être entendus par la Direction de l'entreprise, ont décidé sur certaines lignes de manifester leur exaspération en appelant à faire la grève du billet. Guillaume PEPY, face au risque de propagation sur l'ensemble du territoire, a été contraint de négocier avec les usagers en grève. Le même qui se refuse à négocier avec les Organisations Syndicales lorsque les cheminot(e)s cessent le travail !

La CGT comprend le mouvement de colère des usagers. En effet, depuis plusieurs années, nous dénonçons la politique du tout business menée par la Direction, au détriment de la réponse aux besoins des populations.

Le plan sur les 12 lignes malades, présenté à la presse et au Conseil d'Administration de la SNCF, n'est qu'une démarche basée sur des expertises ou audits qui pourrait aboutir sur des actions à moyen terme.

En revanche, côté moyens, pas d'annonce pour le moment, les cheminot(e)s et les usagers devront prendre leur mal en patience !

Les luttes menées par les cheminot(e)s à l'initiative de la CGT tout au long de l'année 2010, ont contraint la Direction à revoir sa copie en matière d'embauche.

	Budget prévisionnel 2010		Réalisé 2010		Budget prévisionnel 2011	
Recrutements	1800		3450		4500	
Départs	5400	Retraites 4300	6735	Retraites 5616	6350	Retraites 5350
		Autres 1100		Autres 1119		Autres 1000

La Direction avait pris l'engagement, devant la CGT le 21 avril 2010, de remplacer à hauteur de 1 départ = 1 embauche, les départs en retraite au-delà des 4300 prévus dans le budget, en prenant l'argument qu'avec la réforme de 2007, l'estimation des départs en retraite était compliquée à faire.

Cette même Direction a nié, le 14 janvier 2011 lors de la Table Ronde Emploi, avoir pris cet engagement.

Si tel avait été le cas, le résultat 2010 aurait été de 1969 suppressions d'emplois au lieu de 3285.

La SNCF se vante, tous les ans, d'être l'entreprise qui recrute le plus en France. Messieurs PEPY et consorts oublient aussi de mettre en parallèle le nombre de suppressions d'emplois : **7628 depuis 2007**. Ce sont autant de jeunes qui se retrouvent sans emploi et viennent grossir les chiffres du chômage.

Le plan d'économies de la SNCF trouve dans la dernière période ses limites.

Le manque d'effectif dans l'entreprise est criant et a des conséquences néfastes sur la production ferroviaire.

Les postes figés, les congés refusés, les trains supprimés ou retardés pour manque de personnel, le recours aux CDD, à l'intérim, sont le lot quotidien des personnels de l'entreprise.

Le détournement de l'accord formation avec l'utilisation des jeunes en alternance pour combler le manque d'effectif, est de plus en plus flagrant.

Aujourd'hui, les cheminot(e)s n'ont pas besoin d'une séance de cinéma leur vantant les mérites de l'ouverture à la concurrence, mais d'une entreprise qui leur donne les moyens de travailler et d'assumer leur mission de service public.

La baisse des effectifs dans l'entreprise n'est pas inéluctable. Les moyens budgétaires existent pour recruter plus de cheminots à statut. L'Etat doit prendre ses responsabilités et octroyer les moyens nécessaires au système ferroviaire pour assurer un service public de qualité répondant aux besoins des populations.

Il nous faut collectivement contraindre la Direction de l'entreprise à revoir le budget 2011 et plus particulièrement son volet emploi, en interpellant massivement les directions d'établissements.

La CGT met en débat avec les cheminot(e)s la perspective d'une action pour obliger la Direction à ouvrir de réelles négociations sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le Service Public.

Carte à échanger auprès d'un militant CGT contre une adhésion officielle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Fonction : _____

Tél : _____ e.mail : _____ @ _____

Grade : _____ Établissement : _____

**ensemble, plus forts
pour gagner**

Fédération CGT des cheminots 263 Rue de Paris 93515 Montreuil Cedex
adhesion@cheminotcgt.fr • www.cheminotcgt.fr • tél : 01 49 886 100